

Un comité pour la défense des Afghanes



→ L'association Itinérance a accueilli samedi dans ses locaux le Comité international de défense des femmes afghanes pour une réunion publique qui a rassemblé une trentaine de personnes.

« **ELLES** sont des milliers à attendre quelque chose de nous », constate Sophie Battung. Le Comité international de défense des femmes afghanes a été créé récemment pour venir en aide aux Afghanes cachées dans leur pays sous l'oppression des talibans, arrivés au pouvoir en août 2021, vingt ans après en avoir été chassés.

À Cherbourg samedi après-midi, une réunion publique a été organisée par la coordinatrice de la Manche, Sophie Battung, et Magali Guadalupe Miranda, avocate au barreau des Hauts-de-Seine, pour informer et échanger avec la population.

« Cela fait suite à un appel fin 2022 du Mouvement spontané des femmes afghanes qui ma-

illiers », précise Sophie Battung.

Travaillant au lycée Alexis-de-Tocqueville, « devant la jungle cherbourgeoise », cette dernière a décidé d'agir et de fédérer le plus de monde possible autour de ce comité. « C'est difficile d'ignorer ce qu'il se passe. »

Un chemin de croix pour obtenir un visa

Alors qu'une trentaine de pays ont rejoint ce comité, en France, l'idée est de rassembler le maximum d'adhérents « pour donner du poids à l'appel auprès des autorités compétentes, c'est-à-dire le président de la République », explique Magali Guadalupe Miranda.

nistan, un long chemin de croix attend ces femmes. Interdiction de travailler, de mendier, de se déplacer seuls..., l'obtention d'un visa devient alors très compliquée.

« L'ambassade française à Kaboul est fermée depuis 2017. Il faut donc se rendre dans un pays frontalier, comme l'Iran, pour avoir un visa de 3 mois, qui coûte 1 000 euros, puis un français à 99 euros », rapporte l'avocate spécialisée dans le droit d'asile.

Pour fédérer le plus possible, d'autres actions ainsi que la création d'un réseau sont dans les tuyaux de l'antenne manchoise du comité.

Sé. L.